

HERVÉ MARITON

Vie chère, dérèglement climatique...: «Les outre-mer se retrouvent en première ligne»

À la tête de la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom) depuis 2021, l'ex-ministre Hervé Mariton revient sur les contraintes économiques particulières auxquelles sont confrontés les territoires ultramarins.

Le budget voté apporte-t-il des réponses aux difficultés économiques en outre-mer ?

Cela se termine moins mal que prévu. Le projet initial prévoyait l'amputation du régime spécifique d'exonération des charges sociales et la réduction des aides fiscales à l'investissement productif. Les élus et acteurs économiques locaux ont pu éviter ce coup de rabot de près de 1 milliard d'euros, qui aurait eu de graves conséquences pour l'emploi. Malgré cela, il n'y a rien de très positif à retenir de ce budget, là où le projet de loi de finances pour 2024 apportait des mesures intéressantes au niveau énergétique ou sur la résorption des friches.

Quelle est la qualité du lien entre tissu économique et élus locaux ?

Elle demeure très variable selon les territoires où les potentialités sont d'ailleurs diverses. Les chefs d'entreprise le disent : dans les réformes institutionnelles en outre-mer, la dimension économique doit trouver sa place.

Les économies ultramarines sont plus fragiles que dans l'Hexagone et les évolutions statutaires, poussées légitimement par les élus, supposent des budgets publics qui reposent, pour une bonne part, sur les entreprises.

Quel impact le projet de loi «vie chère» aurait-il sur les entreprises ?

La vie chère n'est pas un problème spécifique à la France, elle concerne tous les territoires insulaires. Les débats n'ont que trop peu abordé le développement des économies locales : quand, par exemple, on

propose la vente à perte de produits de première nécessité par l'absorption des frais d'approche, cela fonctionne pour les grands groupes, mais pas pour les autres. J'entends souvent la dénonciation de situations de monopole, mais la force de notre tissu économique, ce sont les gros comme les petits, et il faut protéger tout le monde. La vérité, c'est que la vie chère est en général compensée par la taille du territoire. C'est pour cette raison que La Réunion s'en sort mieux.

Chido, à Mayotte, a aussi mis en évidence la crise assurantielle vécue par les entreprises d'outre-mer...

Le tissu économique de Mayotte a effectivement été durement touché par Chido, fin 2024, et a besoin d'un

accompagnement très fort. Le passage du cyclone a également remis en lumière la crise assurantielle qui frappe l'ensemble des outre-mer. On l'a vu à Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2017, après l'ouragan Irma.

Les outre-mer sont confrontés au renchérissement des contrats d'assurance, à l'exclusion de certains risques que les assureurs ne veulent plus prendre en charge, quand ils ne se retirent pas du marché. Le sujet est d'autant plus grave que les phénomènes extrêmes se multiplieront avec le réchauffement climatique, et que les outre-mer se retrouvent en première ligne. ●

Propos recueillis par Pierre Garcia



FEDOM

Depuis 2021

Président de la Fédération des entreprises d'outre-mer.

2007

Ministre de l'Outre-mer.

1995-2024

Maire (LR) de Crest (Drôme).

1993-2017

Député (UMP) de la Drôme.